

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1019^e
SÉANCE

Jeudi 16 décembre 1965,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 45 de l'ordre du jour:	
Souveraineté permanente sur les ressources naturelles: rapport du Secrétaire général (fin)	399
Points 43, 96 et 100 de l'ordre du jour:	
Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social:	
a) Rapport du Secrétaire général;	
b) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. .	
Examen et évaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social	
Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans des domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences se rattachant au système des Nations Unies	401

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

POINT 45 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles: rapport du Secrétaire général (fin) [A/6018; E/3840; A/C.2/L.806/Rev.1, L.828 et Add.1, L.857]

1. M. SUAREZ (Philippines) estime que les deux projets de résolution dont la Commission est saisie (A/C.2/L.806/Rev.1; A/C.2/L.828 et Add.1) contiennent de nombreux points intéressants mais regrette que la Commission n'ait eu que très peu de temps à consacrer à une question qui mérite réflexion. Comme, d'autre part, le projet de résolution A/C.2/L.828 a suscité d'importants amendements (A/C.2/L.859), sa délégation pense qu'il vaudrait mieux que l'examen de la question soit ajourné jusqu'à la vingt et unième session et se joint à celle du Chili et aux autres délégations qui ont fait des propositions dans ce sens.

2. M. M'BAYE (Guinée) dit que sa délégation appuie entièrement le projet de résolution A/C.2/L.828 et remercie les représentants de la Pologne et de la République arabe unie d'avoir su exprimer sur ce point les préoccupations de son gouvernement. La souveraineté permanente sur les ressources natu-

relles est liée à l'existence même de l'Etat, l'Article 2 de la Charte des Nations Unies le reconnaît d'ailleurs explicitement. L'indépendance d'un Etat suppose la possession globale de toutes les ressources et lui seul peut décider des dispositions à prendre en vue d'assurer l'exploitation de ses ressources par des sociétés étrangères, de façon que cette exploitation ne mette pas en cause la perpétuité de ses droits souverains. Il faut d'ailleurs préciser que dans certains pays d'Afrique soumis à une domination étrangère, tels que l'Afrique du Sud et le Sud-Ouest africain, l'exploitation des ressources naturelles constitue un acte de banditisme de la part d'un régime usurpateur.

3. Dans cette perspective, la Guinée a adopté un code d'investissement qu'on peut qualifier de libéral, dont les dispositions assurent toute sécurité aux capitaux étrangers, ce qui explique le mouvement de capitaux vers la Guinée. La délégation guinéenne ne comprend pas pourquoi certains pays qui ont aidé les jeunes Etats africains à accéder à l'indépendance semblent s'évertuer maintenant à restreindre leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, en proposant d'établir des prétendues normes et procédures sous les auspices des organismes des Nations Unies. Il ne saurait en effet y avoir de progrès économique véritable sans la possession entière des ressources naturelles et sans le contrôle de leur exploitation. Si le fait de défendre ce principe constitue une manifestation de communisme, on peut considérer que la Guinée milite en faveur d'une doctrine qui a d'ailleurs fait ses preuves dans d'autres pays.

4. M. KOUDRYAVTSEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait formuler quelques observations supplémentaires à propos du projet de résolution A/C.2/L.806/Rev.1, afin que les auteurs puissent en tenir compte lorsqu'ils reviseront leur texte. Afin de faire correspondre ce projet de résolution aux tâches que comporte l'examen du point 45, la délégation soviétique propose d'y apporter les modifications suivantes: les quatrième, cinquième et sixième alinéas du préambule seraient supprimés, les quatrième et cinquième alinéas étant remplacés par les alinéas suivants:

"Notant qu'il y a encore des cas de violation de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles,

"Considérant que le renforcement de la souveraineté sur les ressources naturelles a une grande importance pratique pour assurer le progrès de l'économie des pays en voie de développement et affermir leur indépendance économique".

Le paragraphe constituant le dispositif serait supprimé et remplacé par les deux paragraphes suivants:

"1. Déclare que les Nations Unies devraient déployer un maximum d'efforts concertés en vue de renforcer la souveraineté des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles;

"2. Fait appel à tous les Etats pour qu'ils s'abstiennent de toute action, directe ou indirecte, empêchant l'exercice des droits souverains d'un Etat sur ses ressources naturelles".

5. La délégation soviétique demande formellement que ses amendements soient consignés dans le rapport de la Commission. Elle espère que les auteurs du projet A/C.2/L.806/Rev.1 ainsi que d'autres délégations auront l'occasion de les étudier et d'en tenir compte lorsque la question sera examinée de nouveau.

6. M. BLUSZTAJN (Pologne) se félicite de l'appui dont a bénéficié le projet de résolution A/C.2/L.828 de la part d'un grand nombre des délégations qui ont participé aux débats. Deux délégations, par contre, ont tenté de mettre en question les motifs qui avaient inspiré les auteurs du projet. C'est là une pratique regrettable, à propos de laquelle il ne veut pas entamer une controverse; il tient cependant à réfuter les arguments de ces délégations. Elles ont reproché au projet de résolution ses tendances "idéologiques"; certes, ce texte se fonde sur les convictions de ses auteurs mais ces convictions n'ont pas empêché ceux-ci de se rallier à d'autres projets de résolution qui ont pu être adoptés par la Commission malgré les différences d'idéologie entre ses membres. Elles ont dit également que ce projet se fondait sur un préjugé favorable à l'égard des pays en voie de développement; c'est parfaitement vrai mais les progrès de ces pays ne pourraient être assurés sans un préjugé favorable à leur égard, qui est l'essence même des travaux de l'Organisation depuis une quinzaine d'années.

7. D'autres délégations ont accepté le principe du projet tout en suggérant certaines modifications constructives et la délégation polonaise serait parfaitement en mesure d'accepter les amendements que le Libéria, l'Iran et le Sénégal ont suggéré d'apporter au quatrième alinéa du préambule, la Nigéria, au paragraphe 1 du dispositif et la France, au paragraphe 5. La délégation polonaise a également reçu de la délégation indienne une version révisée du paragraphe 5, qui se lit comme suit:

"Prie instamment les pays développés de faire tous leurs efforts pour permettre aux pays en voie de développement de se procurer les biens d'équipement et les connaissances techniques nécessaires pour assurer par leurs propres moyens l'exploitation de leurs ressources naturelles".

Ce texte aurait pu sans nul doute être combiné avec le texte original et celui proposé par la délégation française (1017ème séance).

8. Certains des amendements proposés par la délégation des Etats-Unis (A/C.2/L.857) méritent un examen sérieux et auraient pu contribuer à améliorer le projet. D'autres sont inacceptables pour la délégation polonaise; il s'agit notamment du premier amendement, qui affaiblirait considérablement le

texte; du deuxième amendement, qui pourrait s'ajouter au paragraphe 1 du dispositif mais non pas s'y substituer — et qui d'ailleurs n'ajoute rien au texte, la mention répétée des résolutions de l'Assemblée générale ne leur ajoutant aucune valeur; du troisième amendement, où le concept de la communauté mondiale en matière d'investissements et de commerce n'est pas clair; et du quatrième amendement qui semble inutile.

9. Quoi qu'il en soit, la délégation polonaise reconnaît qu'il s'agit d'une question très importante à laquelle la Commission n'a plus le temps de consacrer un débat approfondi et elle est prête à accepter le renvoi de l'ensemble du point 45 à la vingt et unième session de l'Assemblée générale, étant entendu que le Rapporteur relatera brièvement dans son rapport les débats préliminaires qui ont eu lieu à la présente session en soulignant que la Deuxième Commission devra, l'année suivante, organiser ses travaux de manière à consacrer à cette question tout le temps qu'elle mérite.

10. Le PRESIDENT remercie le représentant de la Pologne de son importante déclaration et est heureux de constater, malgré l'expression de vues divergentes, qu'il existe à la Commission un désir sous-jacent d'entente pour aboutir à des conclusions constructives. Il ne doute pas qu'ayant réglé des questions importantes à la présente session la Commission pourra, à la vingt et unième session, se pencher plus longuement sur la question de la souveraineté sur les ressources naturelles.

11. M. Saad KHALIL (République arabe unie), répondant à l'appel lancé par le représentant du Chili, accepte le renvoi de la question à la vingt et unième session. Il tient cependant à présenter quelques dernières observations sur le débat. Il est heureux notamment que la délégation française, en appuyant pleinement le projet de résolution A/C.2/L.828, sous réserve d'une légère modification, ait donné l'exemple d'une attitude progressiste à l'égard des problèmes des pays en voie de développement, exemple qu'il espère voir suivre à la prochaine session par d'autres grands pays exportateurs de capitaux privés. Il a également constaté avec plaisir l'appui donné au projet par les représentants des pays en voie de développement, qui, pour la plupart, l'ont trouvé parfaitement objectif et exempt de toute considération idéologique. D'autre part, le débat a révélé que les intentions des délégations qui se sont opposées au projet concordaient dans leur essence avec le fond de celui-ci. Les amendements des Etats-Unis (A/C.2/L.857) seraient difficilement acceptables pour la délégation de la République arabe unie car ils détruiraient l'esprit du projet en éliminant notamment la notion de souveraineté en matière de commercialisation, qui est vitale pour les pays en voie de développement. Enfin, le représentant de l'Iran, qui a exprimé des doutes sérieux à propos du projet de résolution, a cependant exprimé la fierté de son pays d'avoir été le premier à appliquer le principe de la souveraineté sur les ressources naturelles; or le projet vise précisément à permettre à d'autres pays de le faire.

12. M. Khalil croit, en toute franchise, que le projet de résolution des deux puissances (A/C.2/L.806/

Rev.1) ne présente aucune utilité puisque la Banque a élaboré une Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats qui a déjà été signée par 28 pays.

13. En terminant, le représentant de la République arabe unie tient à remercier toutes les délégations qui ont appuyé le projet de résolution A/C.2/L.828 et il exprime le désir de sa délégation de voir la Deuxième Commission consacrer plus de temps à l'examen de la souveraineté sur les ressources naturelles à la vingt et unième session.

14. M. SILVA (Chili) remercie les représentants de la Pologne et de la République arabe unie d'avoir fait preuve, en répondant à son appel, du même esprit constructif qui leur a inspiré le projet de résolution A/C.2/L.828. Il remercie également la délégation des Etats-Unis d'avoir si bien précisé sa position (1017ème séance).

15. M. Silva appuie sans réserve la proposition du représentant de la Pologne, selon laquelle les travaux de la Deuxième Commission devraient, à la vingt et unième session, être organisés de manière à laisser tout le temps nécessaire pour l'examen de cette importante question.

16. M. VAN DEN BOOGAART (Pays-Bas) tient à souligner qu'il n'a pas, dans ses interventions précédentes, soulevé de questions d'idéologie mais noté au contraire le climat favorable de coopération qui régnait à la Commission. Il convient, à son avis, de remercier les auteurs des deux projets de résolution d'avoir, en les présentant, suscité un débat fort intéressant, ainsi que de se féliciter de la décision fort sage que viennent de prendre les auteurs du projet A/C.2/L.828. Le débat a eu en tout cas le mérite de faire ressortir l'accord de la Commission sur la communauté d'intérêt de tous les Etats Membres et le désir général de régler rapidement les problèmes des pays en voie de développement.

17. M. POLIT ORTIZ (Equateur) indique que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.806/Rev.1 acceptent le renvoi de la question à la vingt et unième session de l'Assemblée générale, en raison de la controverse qu'a soulevée la question des investissements étrangers. Il tient à souligner que, selon la délégation équatorienne, ce projet de résolution ne porte en rien atteinte au principe de la souveraineté des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles et vise uniquement à souligner la nécessité, pour les pays en voie de développement, de se tourner vers les pays qui désirent exporter des capitaux afin d'accélérer leur développement économique et d'élever le niveau de vie de leurs habitants.

18. Le PRESIDENT propose à la Commission de décider de renvoyer à la vingt et unième session de l'Assemblée générale la suite de l'examen du point 45 de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

POINTS 43, 96 ET 100 DE L'ORDRE DU JOUR

Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social (A/5998):

a) Rapport du Secrétaire général (E/4075);

b) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/6114)

Examen et évaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social (A/5920, A/6021, A/6109; E/4040, E/4052 et Add.1 à 16; A/C.2/L.838/Rev.1, L.853, L.858)

Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans des domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences se rattachant au système des Nations Unies (A/5965; A/C.2/L.814/Rev.1, L.856/Rev.1)

19. M. PARDO (Malte), se référant à la question de l'examen général des programmes et activités, rappelle que, comme chacun le reconnaît aujourd'hui, les problèmes économiques et sociaux sont étroitement liés et que, pour avoir des effets durables, le développement doit s'effectuer harmonieusement dans les deux secteurs: pour éliminer l'analphabétisme, par exemple, il ne suffit pas de prendre des mesures relatives à l'enseignement mais il faut également procéder à des réformes économiques et sociales.

20. La plupart des pays ont compris la nécessité de coordonner et parfois même d'intégrer l'action de leurs divers ministères et souvent de créer un organisme central de coordination, dont les membres sont choisis de manière à pouvoir avoir une vue d'ensemble des plans de développement fondée sur les avis d'experts des divers secteurs. Par contre, l'ensemble des organismes des Nations Unies a évolué de telle sorte que la coordination y est devenue extrêmement difficile, tant en ce qui concerne la définition des objectifs que leur réalisation. Les programmes en matière économique et sociale et en matière de coopération technique se sont multipliés à la suite de propositions isolées plutôt que selon un plan concerté. Les ressources financières se trouvent par conséquent de plus en plus dispersées et il faut s'efforcer ensuite de coordonner tous ces programmes. Sans une organisation judicieuse et simplifiée des institutions internationales, il est impossible de concentrer les ressources de manière à fournir une aide efficace aux gouvernements.

21. Quelle que soit la méthode employée pour procéder à cette organisation et à cette simplification, il est essentiel que les gouvernements aient tout d'abord une idée précise de l'ensemble des programmes existants, ce qui est impossible tant que les renseignements à cet égard se trouvent dispersés dans un trop grand nombre de documents. Il faut donc entreprendre une vaste étude qui permettra d'avoir une vue d'ensemble des activités des organismes des Nations Unies, grâce à laquelle on pourra éliminer les activités superflues et réorienter les activités réellement utiles.

22. Le projet de résolution des six puissances (A/C.2/L.814/Rev.1) prévoit la création d'un comité

restreint pour entreprendre cette étude, ses auteurs estimant que c'est la meilleure procédure à suivre, d'autant plus que le Conseil économique et social doit lui-même entreprendre, en tant que coordinateur des activités des Nations Unies en matière économique et sociale, un examen de son rôle et de ses fonctions. Cependant ses auteurs n'insistent pas pour que ce projet soit mis aux voix car ils sont prêts à laisser le Conseil économique et social entreprendre lui-même l'étude d'ensemble, s'il peut le faire dans l'année qui vient. En outre, il serait préférable que cette étude soit entreprise à la lumière des objectifs d'ensemble fixés pour la Décennie des Nations Unies pour le développement, sur lesquels le Secrétaire général, les institutions spécialisées, l'AIEA et les commissions économiques régionales doivent faire rapport conjointement, conformément au projet de résolution adopté par la Deuxième Commission au sujet de la Décennie (1004^{ème} séance), à propos du point 12 de l'ordre du jour (A/C.2/L.832/Rev.1).

23. D'autre part, M. Pardo se félicite de l'heureuse initiative de la délégation française grâce à laquelle l'Assemblée générale a adopté, sur la recommandation de la Cinquième Commission, la résolution 2049 (XX) prévoyant la création d'un comité spécial dont les travaux aideront sans nul doute à déceler les chevauchements d'activités.

24. Dans ces conditions, la délégation maltaise espère que le projet de résolution A/C.2/L.856/Rev.1, qui renvoie l'examen de la question à la vingt et unième session de l'Assemblée générale et attire l'attention du Conseil économique et social et du Comité administratif de coordination à ce sujet, sera adopté à l'unanimité.

25. Mme SOLOMON (Trinité et Tobago) croit que l'année 1965 sera marquée dans l'histoire des Nations Unies par le désir d'améliorer l'efficacité des méthodes de l'Organisation dans les domaines politique, social et économique, désir qui révèle la conviction que l'Organisation est irremplaçable et qu'il incombe à tous ses Membres d'assurer son efficacité. Les Nations Unies poursuivent une guerre acharnée contre le sous-développement et, comme toute autre, cette guerre impose un esprit de sacrifice, ainsi que la nécessité de procéder à un inventaire des ressources humaines et financières afin de les utiliser au mieux. Si les Nations Unies sont incapables, faute d'une coordination appropriée, d'avoir une idée précise des moyens dont elles disposent, l'aide qu'elles peuvent apporter aux pays en voie de développement s'en trouvera nécessairement compromise.

26. C'est dans cet esprit que la délégation de la Trinité et Tobago s'est jointe à la délégation maltaise pour demander l'inscription à l'ordre du jour d'un point concernant l'examen général des programmes et activités, et elle se félicite de l'intérêt favorable qu'a suscité cette question parmi de nombreuses délégations. En déposant le projet de résolution A/C.2/L.814/Rev.1, ses auteurs se sont fondés sur le principe que les Nations Unies doivent accomplir une œuvre d'importance vitale avec des ressources limitées. Bien que les pays développés fournissent la majeure partie des contributions obligatoires et volontaires, celles-ci n'en représentent pas moins une charge proportionnellement beaucoup plus lourde

pour les pays en voie de développement; en 1964, les contributions de la Trinité et Tobago aux organisations internationales se sont élevées à 1,30 dollar par habitant, ce qui est très élevé pour un pays dans sa situation. C'est donc aux pays développés qu'incombe avant tout la responsabilité d'assurer l'utilisation aussi efficace que possible des ressources. Les auteurs du projet ont également estimé que la complexité des programmes et mécanismes, fruit d'une évolution portant sur 20 années, demande une étude dont l'ampleur dépasse le rôle coordonnateur qui revient au Conseil économique et social; celui-ci, en effet, n'est pas compétent pour supprimer, même s'ils sont inutiles, des programmes entrepris sur la décision des Etats Membres et il ne sera donc en mesure d'exercer comme il convient sa fonction coordonnatrice que lorsque l'Assemblée générale aura procédé, après un examen objectif, à une réorganisation des programmes. Le dispositif du projet définit l'objectif et l'ampleur de l'examen envisagé; celui-ci est certes ambitieux, mais il est nécessaire.

27. Le projet de résolution A/C.2/L.856/Rev.1 souligne comme il convient que la question mérite une discussion approfondie. Sans préjuger l'efficacité des mesures déjà prises, qui sont mentionnées dans le deuxième alinéa du préambule, il est juste d'en attendre le résultat, ainsi que celui des travaux du Conseil économique et social, qui sera désormais beaucoup plus représentatif et doit pouvoir exprimer son opinion. Le troisième alinéa du préambule mentionne à juste titre le projet de résolution A/C.2/L.814/Rev.1 qui, bien que ses auteurs n'insistent pas pour qu'il soit mis aux voix, peut servir de base d'étude aux diverses délégations. La deuxième partie du dispositif revêt une grande importance car, bien qu'il soit peu probable que le Conseil économique et social et le Comité administratif de coordination puissent entreprendre l'examen envisagé en plus de toutes leurs autres tâches, il est juste de leur accorder un délai d'un an à cet égard. Mme Solomon espère que le projet A/C.2/L.856/Rev.1 sera adopté à l'unanimité.

28. M. MACLAREN (Canada), présentant au nom de ses auteurs le projet de résolution concernant l'examen et la réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social (A/C.2/L.838/Rev.1), fait un bref historique de l'évolution de la question et rappelle que, par ses résolutions 1091 (XXXIX), 1092 (XXXIX) et 1093 (XXXIX), le Conseil a pris certaines mesures pour pouvoir mieux faire face à ses responsabilités découlant de l'accroissement et de la plus grande diversité des travaux des organismes des Nations Unies dans les domaines économique et social. Il a notamment décidé de réorganiser et d'élargir son Comité spécial de coordination et d'établir de nouvelles relations avec le Comité administratif de coordination. Il a également décidé de renforcer l'efficacité de l'évaluation des programmes d'assistance technique, de ramener la documentation à des proportions plus abordables, de fournir des services de secrétariat au CAC et d'établir un rapport plus logique entre les ressources budgétaires et les programmes.

29. Le projet de résolution prend acte des suggestions utiles faites jusqu'ici par les Etats Membres et par le Secrétaire général. Sur ces bases sûres,

le Conseil pourra, à sa quarante et unième session, poursuivre le réexamen de son rôle et de ses fonctions et fournir à l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session, les éléments d'une discussion de la question, si elle décide de l'entreprendre. En vertu du dispositif du projet de résolution, le Conseil pourra s'inspirer de propositions détaillées du Secrétaire général, qui, bien entendu, aura tenu compte des observations des Etats Membres (A/5920) et des commentaires de la Troisième Commission, dont il est question dans le document A/C.2/L.853. Il aura aussi consulté le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, conformément à la récente décision de la Cinquième Commission mentionnée dans le document A/C.2/L.858. En outre, il faut espérer qu'un grand nombre d'Etats Membres qui n'ont pas encore communiqué leurs observations le feront avant la quarante et unième session du Conseil.

30. Comme la Commission n'a pas eu la possibilité de discuter la question, les auteurs du projet de résolution se sont efforcés de consulter officieusement le plus grand nombre possible de membres, à la suite de quoi ils ont modifié certains passages, ce qui, espèrent-ils, facilitera considérablement l'adoption de leur texte. Certaines délégations ont estimé que le sixième alinéa du préambule ne devrait pas figurer dans la résolution, étant donné que la Commission n'a pas pu examiner la question. Les auteurs seraient prêts à supprimer cet alinéa, si tel est le sentiment général.

31. M. CHADHA (Inde) dit que l'on doit être reconnaissant aux représentants de Malte et de la Trinité et Tobago d'avoir porté la question qui fait l'objet du point 100 de l'ordre du jour à l'attention de la vingtième session de l'Assemblée générale. Il rappelle que l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 2049 (XX), fondée sur un projet dû à l'initiative de la France, qui concrétise les dispositions prévues à l'Article 17, paragraphe 3, de la Charte des Nations Unies. La question est maintenant de savoir si la coordination budgétaire envisagée n'entraîne pas également une coordination des programmes ainsi que des projets. Les activités des divers organes de l'ONU dans le domaine économique et social ainsi que certains aspects des travaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement touchent nécessairement à une partie des travaux, des projets et des programmes des institutions spécialisées. Aussi, sans porter atteinte à l'autonomie des institutions spécialisées, divers organes tels que le Comité administratif de coordination, le Comité consultatif de la fonction publique internationale et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires se sont-ils efforcés d'améliorer progressivement la coordination au cours des 10 dernières années. C'est pourquoi la délégation indienne se félicite que les délégations de Malte et de la Trinité et Tobago ainsi que d'autres délégations inspirées par les mêmes préoccupations aient décidé d'appeler l'attention du Conseil économique et social et du Comité administratif de coordination sur ce problème avant que l'Assemblée générale ne prenne des décisions. La délégation indienne recommande toutefois d'agir avec prudence car il ne faudrait pas

détruire l'édifice fragile dont la construction a exigé tant de soin et tant de dépenses au cours des années.

32. Abordant le point 96 de l'ordre du jour, M. Chadha dit que la nécessité de procéder à un examen et à une réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social n'a fait que se renforcer depuis la création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires. De la description précise des fonctions et des pouvoirs du Conseil économique et social qui figure au Chapitre X de la Charte, on peut tirer la conclusion que le Conseil économique et social, tout en constituant un organe "principal" de l'Organisation des Nations Unies, reste placé sous l'autorité de l'Assemblée générale et que son champ d'activités est illimité en ce qui concerne les questions économiques et sociales. Cependant, impuissant à mener de front toutes les activités qui relèvent de sa compétence, le Conseil en est venu peu à peu à se contenter de donner un caractère légal aux décisions, recommandations et résolutions prises par ses innombrables commissions et comités techniques ainsi que par les institutions spécialisées. En outre, il a de plus en plus fait figure d'assemblée solennelle où des hommages — bien mérités sans doute — sont rendus aux chefs de toutes les institutions spécialisées. Ne pouvant examiner en détail les problèmes nombreux et complexes qui lui sont soumis, le Conseil a naturellement été amené à créer un nombre toujours plus grand d'organes subsidiaires auxquels il a délégué certaines de ses attributions. Mais il a conservé jalousement le rôle d'intermédiaire entre ces organes et l'Assemblée générale et se considère comme l'instrument essentiel de coordination de toutes les activités entreprises, bien que les seuls progrès qui aient pu être réalisés jusqu'ici résultent des travaux du Comité administratif de coordination.

33. Depuis la création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Conseil économique et social n'est plus seul à s'occuper des questions économiques. Il est donc nécessaire de préciser le rôle qu'il devra jouer désormais afin d'éviter tout chevauchement entre ses activités et celles de la Conférence. Il semble inévitable que le Conseil soit de plus en plus appelé à s'occuper surtout des activités dans le domaine social et dans celui des droits de l'homme en laissant la Conférence se charger des questions économiques. Il faut également définir avec précision les relations qui s'établiront entre la Conférence et les organes subsidiaires du Conseil économique et social afin d'obtenir le maximum de coordination et d'efficacité.

34. Pour toutes ces raisons, la délégation indienne est convaincue de la nécessité urgente d'entreprendre l'examen et la réévaluation complète du rôle et des fonctions du Conseil économique et social. Dans sa déclaration générale (957ème séance), elle avait proposé de charger un groupe d'experts d'examiner cette question et de faire des recommandations. Cependant, le Secrétaire général ayant estimé dans son rapport (A/6109) que ce groupe d'experts disposerait de meilleurs éléments après les sessions du Conseil en 1966, la délégation indienne est disposée à accepter cette opinion et s'est en conséquence jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.2/

L.838/Rev.1 qui prie le Secrétaire général de présenter des propositions détaillées sur la base desquelles l'Assemblée générale puisse prendre une décision définitive à sa vingt et unième session. Ce projet de résolution ne contient aucune disposition sujette à controverse, et M. Chadha espère que la Commission pourra l'adopter d'un commun accord.

35. M. TELL (Jordanie) regrette que la Commission n'ait pas eu le temps d'examiner, à ce stade avancé de ses travaux, la question que le représentant de Malte a si bien exposée dans ses grandes lignes. Peut-être convient-il d'ailleurs de la rapprocher d'une proposition fort intéressante que le représentant de la France avait faite à la trente-septième session du Conseil économique et social et qui tendait à dresser un bilan d'ensemble des finances de l'ONU et de ses institutions spécialisées, afin de rationaliser leurs activités. L'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2049 (XX) qui crée un groupe d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation et des institutions spécialisées consacre d'ailleurs cette proposition, dont la question soulevée par Malte semble être le complément indispensable. M. Tell partage pleinement les vues exprimées par les représentants de l'Inde et du Canada au sujet des points 96 et 100 de l'ordre du jour mais estime que l'on aurait peut-être intérêt à reconstruire l'édifice fragile dont a parlé le représentant de l'Inde. Il existe d'ailleurs une corrélation étroite entre les points 43, 96 et 100 de l'ordre du jour et tout examen de l'un débordé inévitablement sur les deux autres. Toute tentative de rationalisation de l'ensemble des organismes des Nations Unies est jusqu'ici venue de l'extérieur, le Comité administratif de coordination s'étant toujours efforcé de maintenir le *statu quo*. Aussi, M. Tell ne pense pas que l'on puisse s'attendre à des changements importants si on lui confie la tâche d'examiner la question qui fait l'objet du point 100 de l'ordre du jour. Il espère que des propositions constructives seront présentées à la vingt et unième session de l'Assemblée générale lorsqu'elle reprendra l'examen des points 43, 96 et 100.

36. M. NOURI (Irak), parlant du point 96 de l'ordre du jour, dit qu'il ne fait aucun doute que le Conseil économique et social n'a pas été en mesure d'accomplir les nobles tâches que la Charte lui avait confiées ni même de s'acquitter de ses trois fonctions principales. Un certain nombre de décisions importantes de l'Assemblée générale telles que la création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'établissement du Programme des Nations Unies pour le développement et la mise sur pied d'une organisation pour le développement industriel ne manqueront d'ailleurs pas d'influer sur les travaux futurs du Conseil. Le Conseil a déjà pris de son côté certaines initiatives et notamment celle qui consiste à réorganiser le Comité spécial de coordination qui tiendra désormais des réunions communes avec le Comité administratif de coordination. Ces décisions représentent un progrès certain mais il reste beaucoup à faire. La délégation irakienne estime, comme le Secrétaire général, que l'on doit surtout viser à mettre au point des mesures concrètes sur le plan des politiques et des procédures afin de renforcer l'efficacité du Conseil dans l'accom-

plissement de ses lourdes obligations. Elle souscrit également aux critères énoncés au paragraphe 13 du rapport du Secrétaire général (A/6109) selon lesquels les grandes décisions politiques de l'Organisation doivent être prises par l'Assemblée générale elle-même, le rôle du Conseil étant davantage de définir, au stade préparatoire, les principales options.

37. La question de l'examen et de la réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil revêt une grande importance pour toutes les délégations et ne saurait être tranchée en une ou quelques séances. Il importe que l'Assemblée générale puisse l'étudier attentivement afin qu'une formule constructive puisse être acceptée par toutes les parties intéressées sans que l'on s'écarte pour autant des objectifs principaux définis dans la Charte. Le projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1, avec les modifications proposées par le représentant du Canada, ne soulève aucune controverse et la Commission devrait pouvoir l'adopter sans vote formel.

38. M. CHANG (Chine) rappelle que le Conseil économique et social a des responsabilités spéciales en ce qui concerne l'établissement des politiques et la coordination des activités des Nations Unies dans les domaines économique, social et des droits de l'homme. En tant qu'organe de décision, il devrait concentrer davantage son attention sur la politique à suivre et laisser les détails techniques à ses organes subsidiaires et aux institutions spécialisées.

39. La délégation canadienne a formulé à ce sujet des observations qui méritent d'être examinées. Elle a notamment souligné la nécessité d'assurer une corrélation plus étroite entre les ressources financières et les besoins. Un progrès dans ce sens a déjà été accompli lorsque le Conseil a décidé, à sa trente-neuvième session, d'inviter le Comité spécial de coordination à mettre au point un programme de travail dont les incidences financières soient en rapport avec les ressources totales prévues. Bien entendu, cette tâche sera accomplie en consultation avec le Secrétaire général et avec le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. De son côté, le Conseil doit s'efforcer d'aider l'Assemblée générale à concentrer ses activités sur des domaines prioritaires essentiels, et cela dans les limites des ressources disponibles.

40. Le Gouvernement canadien a également exprimé l'avis qu'il conviendrait de développer davantage les méthodes d'évaluation des réalisations passées et présentes et de fixer certains critères de comparabilité et d'efficacité (E/4052). La délégation chinoise est entièrement de cet avis. A mi-chemin dans la Décennie des Nations Unies pour le développement, l'évaluation des principaux programmes de travail est assurément des plus utiles pour orienter les futures décisions.

41. La délégation chinoise approuve aussi la proposition, faite à la réunion du Bureau du Conseil et du CAC en juillet 1965, selon laquelle le Conseil devrait, à chaque session de printemps, définir à l'avance une ou deux questions particulières de haute importance qui seraient examinées d'une manière approfondie aux dépens de questions moins importantes et moins urgentes.

42. La seconde fonction importante du Conseil consiste à coordonner les activités des organismes des Nations Unies. Pour ce faire, il doit disposer d'un tableau d'ensemble des programmes économiques et sociaux des Nations Unies. La décision prise par le Conseil, à sa trente-neuvième session, de réorganiser le Comité spécial de coordination [résolution 1090 G (XXXIX)] contribuera sans aucun doute à promouvoir la coordination entre les divers organismes des Nations Unies.

43. En ce qui concerne les rapports qui devront s'établir entre le Conseil et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, certaines directives à cet égard figurent dans la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale. D'autre part, le commerce international étant directement lié au développement économique et social, la promotion du commerce a un rapport étroit avec les travaux des commissions économiques régionales. Il importe donc d'examiner avec un soin particulier les relations entre la nouvelle Conférence et son Conseil, d'une part, et le Conseil économique et social et les commissions économiques régionales, d'autre part. Il importe que le Conseil, en consultation avec le Conseil du commerce et du développement, formule certains principes fondamentaux qui serviront de base à la coopération future entre les deux organes. En outre, le Conseil devrait encourager une collaboration plus étroite entre le secrétariat de la Conférence et le Département des affaires économiques et sociales, afin d'éviter le plus possible les doubles emplois.

44. Enfin, le Conseil doit toujours être conscient de la corrélation qui existe entre le développement économique et le développement social. En effet, le développement économique n'a aucun sens s'il ne contribue pas au progrès social et à l'établissement de meilleures conditions de vie dans une liberté plus large.

45. En terminant, M. Chang annonce que sa délégation appuiera le projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1.

46. M. VIAUD (France) est heureux d'indiquer que sa délégation votera en faveur des projets de résolution A/C.2/L.856/Rev.1 et A/C.2/L.838/Rev.1. La délégation française note avec satisfaction que l'importante question correspondant au point 100 sera inscrite à l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1, M. Viaud note que, dans les années à venir, il permettra une réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social qui s'intégrera à un examen d'ensemble des activités de l'ONU entrepris par d'autres organes de l'Assemblée générale. Bien entendu, il est regrettable que l'Assemblée générale n'ait pas eu le temps d'engager un débat sur le rôle du Conseil économique et social dans le cadre des organismes des Nations Unies. Toutefois, le renvoi de cette question constitue sans doute la décision la plus sage que la Commission puisse adopter à ce stade des travaux. La délégation française aurait aimé se joindre aux auteurs du projet de résolution, mais elle ne veut pas rompre l'équilibre géographique que reflète la composition du groupe des auteurs. Pour ce qui est du rôle du Conseil, il ne saurait bien entendu s'agir d'une revision complète de ses fonctions telles qu'elles ont été fixées par la

Charte, mais d'une réévaluation des méthodes et des procédures suivies par le Conseil et ses organes subsidiaires. L'Assemblée générale sera aidée dans cette tâche par les réponses des gouvernements (E/4052 et Add.1 à 16). M. Viaud signale à ce propos que le Gouvernement français a envoyé un mémoire détaillé sur cette question (E/4052/Add.8). Les instruments de cette revision seront le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le Comité spécial de coordination. Les réunions communes de ces organes constitueront une innovation intéressante, car une confrontation directe entre les représentants des gouvernements et ceux de l'administration ne peut qu'apporter des résultats positifs.

47. Le Conseil économique et social doit se considérer comme le serviteur, l'organe technique de l'Assemblée générale dont il exécute les directives. En revanche, l'Assemblée générale doit accorder toute sa confiance au Conseil. L'élargissement de la composition du Conseil ne peut que faciliter une collaboration harmonieuse entre ces deux organes. Par ailleurs, la revision des méthodes et des procédés suivis par le Conseil devrait mener logiquement à une réévaluation des méthodes de travail de l'Assemblée générale elle-même et de ses commissions.

48. Le Gouvernement français a souligné dans sa réponse que le Conseil ne peut certes que se soumettre à l'autorité politique de l'Assemblée générale mais qu'il serait dangereux d'en appeler à cette dernière contre ses décisions. L'Assemblée peut faire beaucoup pour renforcer le prestige du Conseil, non seulement par la confiance qu'elle lui témoignera mais par la manière dont elle dirigera ses activités. Elle devrait déléguer certains de ses pouvoirs au Conseil en se réservant les décisions les plus importantes. On éviterait ainsi l'adoption par l'Assemblée d'un grand nombre de résolutions mal préparées ou superflues qui n'ajoutent rien aux décisions du Conseil.

49. M. WILMOT (Ghana) fait observer que le point 43 de l'ordre du jour, relatif à la décentralisation, est lié de très près au point 100. En effet, si cet examen révèle la nécessité de fondre certains programmes et d'en séparer d'autres, il en résultera des dispositions d'ordre institutionnel qui influenceront nécessairement sur le processus de décentralisation.

50. M. Wilmot propose donc le renvoi du point 43 à la vingt et unième session de l'Assemblée générale. La Commission peut procéder à ce renvoi soit en modifiant le dispositif ou le préambule du projet de résolution A/C.2/L.856/Rev.1 — que la délégation ghanéenne est en tout cas prête à appuyer de son vote — soit en inscrivant un paragraphe approprié dans son rapport à l'Assemblée générale.

51. En ce qui concerne le point 96 de l'ordre du jour, relatif à l'examen et à la réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social, la délégation ghanéenne appuie sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1. Elle a déjà exposé sa position à la trente-neuvième session du Conseil économique et social (1371ème séance), ainsi que dans une communication adressée au Secrétaire général (E/4052). Bien que la Commission n'ait pas le temps d'examiner le rapport du Secrétaire général à la présente session (A/6109), M. Wilmot estime que les

débats du Conseil économique et social et les opinions exprimées au cours de la discussion générale à la Deuxième Commission et dans les réponses écrites adressées au Secrétaire général donnent à celui-ci des éléments suffisants pour qu'il puisse présenter des propositions concrètes à la prochaine session de l'Assemblée générale.

52. M. POLIT ORTIZ (Equateur) regrette qu'une question aussi importante pour l'avenir des Nations Unies que celle de la décentralisation ait été placée au bas de la liste des priorités. La situation actuelle dans ce domaine inquiète les pays en voie de développement car l'accroissement continu de leurs contributions au budget de l'ONU constitue pour eux un lourd fardeau. Les pays du tiers monde, qui sont aux prises avec de graves difficultés économiques et financières, ne peuvent pas faire preuve en la matière de la même sérénité que les pays économiquement avancés. Le représentant de l'Equateur souligne que les points 43, 96 et 100 de l'ordre du jour sont étroitement liés entre eux et que leur examen simultané aurait donné des résultats plus positifs si la Commission avait pu leur consacrer plus de temps. Sa délégation appuie sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1. Elle fait siennes les conclusions du représentant du Ghana et estime que la mention de sa proposition dans le rapport de la Commission serait la solution la plus satisfaisante. Il serait souhaitable que le rapport de la Commission mentionne le désir des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1 de voir le Secrétaire général tenir compte dans le rapport qu'il présentera à la vingt et unième session de l'Assemblée générale des recommandations du Comité *ad hoc* créé en vertu de la résolution 2049 (XX) de l'Assemblée.

53. M. Saad KHALIL (République arabe unie) appuie le projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1. Le sixième alinéa du préambule est particulièrement digne d'intérêt. Les procédures de conciliation élaborées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pourraient constituer un instrument précieux pour la mise en œuvre des dispositions de ce projet. Mais ces procédures sont une arme à double tranchant et il importe d'autant plus de s'en tenir à la définition des fonctions du Conseil donnée au sixième alinéa du projet de résolution. Sa délégation appuie le projet de résolution A/C.2/L.856/Rev.1. En ce qui concerne la proposition du représentant du Ghana, il va de soi que le problème de la décentralisation devrait être examiné en même temps que les points 96 et 100 de l'ordre du jour. La délégation de la République arabe unie laisse aux auteurs du projet le soin de donner une forme concrète à cette proposition.

54. M. DELGADO (Sénégal) dit que sa délégation avait accueilli avec satisfaction le projet de résolution A/C.2/L.814/Rev.1 en raison de l'intérêt qu'elle a toujours porté à une rationalisation des différents programmes des activités des Nations Unies dans les domaines économique et social. Elle appuie également les projets de résolution A/C.2/L.838/Rev.1 et A/C.2/L.856/Rev.1.

55. En ce qui concerne le point 100, le représentant du Canada a indiqué que 37 gouvernements seulement avaient répondu à l'appel du Secrétaire général. La

délégation du Sénégal estime que ce nombre est insuffisant et qu'il y aurait lieu d'ajouter au dispositif du projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1 un nouveau paragraphe ainsi conçu:

"Demande aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait d'informer le Secrétaire général de leurs vues sur cette question".

En conclusion, M. Delgado déclare que la proposition du représentant du Ghana devrait faire l'objet d'une mention dans le rapport de la Commission.

56. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) appuie le projet de résolution A/C.2/L.856/Rev.1. La délégation britannique est prête à voter en faveur de l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la vingt et unième session. Elle considère toutefois que la question est véritablement du ressort du Conseil économique et social, lequel devrait donc en être saisi.

57. Le représentant du Royaume-Uni votera en faveur du projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1 et appuie l'amendement présenté par le Sénégal. Il regrette cependant que ce problème n'ait pas fait l'objet d'un examen plus approfondi à la présente session.

58. C'est essentiellement au Conseil économique et social que doit revenir le soin d'examiner ses propres fonctions. En effet, il s'agit avant tout d'étudier les méthodes de travail par lesquelles le Conseil s'acquitte des fonctions qui lui sont dévolues par la Charte. Des suggestions intéressantes avaient été formulées à cet égard à la trente-neuvième session et les réponses des gouvernements témoignent d'un large accord sinon de l'unanimité à ce sujet; c'est pourquoi la délégation du Royaume-Uni regrette la suppression du sixième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1. Elle espère toutefois que ces deux projets de résolution seront adoptés sans vote formel.

59. M. BARYGUE (Ouganda) estime qu'un examen général des programmes et des activités de l'ONU est d'autant plus opportun que la communauté internationale se trouve à mi-chemin dans la Décennie des Nations Unies pour le développement. Sa délégation tient à féliciter les représentants de Malte et de la Trinité et Tobago pour leur initiative. Elle appuie également le projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1, qui permettra à l'ONU de s'acquitter plus efficacement de ses tâches économiques et sociales.

60. Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le projet de résolution A/C.2/L.856/Rev.1 est adopté.

Il en est ainsi décidé.

61. M. KITTANI (Secrétaire de la Commission) donne lecture du texte amendé du projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1.

62. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le projet de résolution A/C.2/L.838/Rev.1, tel qu'il a été amendé, est adopté.

Il en est ainsi décidé.

63. M. NEDIVI (Israël) sait gré au représentant du Ghana d'avoir souligné que la question de la décentralisation est inséparable de celle de l'examen général des programmes et activités des Nations Unies. Toutefois, la décentralisation peut avoir un aspect négatif dans la mesure où elle aggrave les difficultés des pays qui ne sont pas encore devenus membres des commissions économiques régionales. Le Secrétaire général a souligné dans l'introduction à son rapport annuel (A/6001/Add.1) l'importance pour tous les Etats Membres de faire partie ne fût-ce que de l'une des commissions économiques régionales. Il est bien connu que la création d'une commission économique pour le Moyen-Orient avait été envisagée et qu'il a fallu y renoncer pour des raisons qui ne sont ignorées de personne. Israël, qui ne fait partie d'aucune commission régionale, se voit interdire l'accès du Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth, qui, officiellement, est un service du Secrétariat. La délégation israélienne espère que cette question sera examinée à la prochaine session du Conseil économique et social et que le Secrétaire général fera connaître son point de vue en la matière à cet organe. Se réservant le droit de soulever la question à la vingt et unième session, M. Nedivi aimerait entendre l'opinion du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales à ce sujet.

64. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) dit qu'il lui est difficile d'indiquer à l'heure actuelle quelle contribution le Secrétaire général pourrait apporter à l'examen de la question soulevée par le représentant d'Israël. Il tient néanmoins à assurer la délégation israélienne que cette question est toujours présente à l'esprit du Secrétaire général.

65. M. TELL (Jordanie) ne s'attendait pas à des notes discordantes sur le Moyen-Orient à ce stade de la discussion. Les authentiques pays du Moyen-Orient sont pour leur part satisfaits du fonctionnement du Bureau de Beyrouth. Le Conseil économique et social, le CAT et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement se sont déjà prononcés sur cette question qu'il est inutile de mentionner dans le rapport de la Commission.

66. Le PRESIDENT propose d'inclure dans le rapport de la Commission la proposition de la délégation ghanéenne de renvoyer à la vingt et unième session de l'Assemblée générale l'examen du point 43 de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 35.

